



Assemblée générale

Distr. générale
21 octobre 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 129 de l'ordre du jour

**Tribunal international chargé de juger les personnes
accusées de violations graves du droit international
humanitaire commises sur le territoire
de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

Élection d'un juge au Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 : curriculum vitæ des candidats nommés par des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par des États non membres ayant une mission d'observation permanente au Siège de l'Organisation

Note du Secrétaire général

1. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le curriculum vitae des candidats choisis par des États Membres de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'élection d'un juge permanent au Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (voir annexe). Les noms des candidats et les explications sur le mode de scrutin figurent dans un mémorandum du Secrétaire général ([A/68/539](#)).
2. Les noms et la nationalité des candidats sont indiqués ci-après :
 - Koffi Kumelio A. Afande (Togo)
 - Thaer S. A. Al Adwan (Jordanie)
 - Ahmad Beygi Habib Abadi (République islamique d'Iran)
 - Thomas Desch (Autriche)
 - Pavel Gontšarov (Estonie)
 - Gabrielle McIntyre (Australie) – nommée par Saint-Vincent-et-les Grenadines.



Annexe

Curriculum vitæ*

Koffi Kumelio A. Afande (Togo)

[Original : français]

Juriste (justice pénale internationale, droit pénal comparé et international, droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, criminologie et état de droit) – diplomate (coopération internationale) – administrateur de chambres et procédure judiciaires (chambre de première instance et chambre d'appel) – administrateur de ressources humaines (exécution de budgets)

Carrière professionnelle : récapitulatif

Juriste avec 21 ans d'expérience professionnelle; extrêmement compétent dans la pratique judiciaire et l'analyse de questions juridiques complexes à implications internationales; talentueux en gestion de projets, ressources humaines et budgets; expert en administration et analyse systémique; adepte de renouvellement de politiques et d'idées, excellent dans la motivation de groupes/équipes, expérimenté en création de réseaux socioprofessionnels, communication et relations interpersonnelles en milieu international, multiculturel et de diversité de genre

Aptitudes, expertise et réalisations

Expérience en justice pénale internationale/internationalisée, justice pénale nationale et pratique judiciaire

- Participer au jugement d'affaires criminelles nationales et internationales : j'ai présidé des audiences, analysé des témoignages et écritures des parties, examiné des conclusions factuelles/juridiques des Chambres, rédigé des décisions/ordonnances, fourni des avis juridiques concernant des questions cruciales pour les procès.
- Rédiger des écritures : j'ai rédigé et introduit des requêtes/pétitions devant des Chambres.
- Administrer les procès et les Chambres : j'ai coordonné la procédure judiciaire en première instance et en appel, conservé les éléments de preuve et pièces à conviction, supervisé le maintien des archives judiciaires électroniques et sur papier, participé à des audiences de confirmation d'actes d'accusation et de comparution initiale, fait des médiations entre parties, assuré l'extraction des détenus en vue de comparution en audience.
- Exécuter des décisions et ordonnances des Chambres : j'ai exécuté avec succès plusieurs mandats d'arrêt, ordonnances de transfert d'accusés/suspects, ordonnances d'exécution de peine, décisions de transfert et de protection de témoins, etc.
- Participer à la rédaction des dispositions juridiques : j'ai rédigé des propositions d'amendements des Statuts et Règlement de procédure et de preuve, des Directives au Greffe de juridictions ad hoc et contribué à la rédaction du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI).

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

Expérience en recherches juridiques et conseils juridiques

- Conduire des recherches et analyses juridiques : j'ai contribué à résoudre des problèmes complexes avec des implications internationales en droits de l'homme, justice pénale internationale, etc.
- Fournir des avis juridiques : j'ai rédigé des rapports de consultance pour des juges, avocats et procureurs nationaux et internationaux, des gouvernements, des organisations non gouvernementales, etc. en matière de droit pénal et procédure pénale comparés et internationaux, droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, droit international des réfugiés, etc.
- Fournir des avis sur les pratiques judiciaires : j'ai fourni des avis d'experts aux juridictions internationales, y compris la CPI, et aux juridictions nationales sur l'expérience et la pratique judiciaires des juridictions ad hoc.
- Fournir des avis sur le pluralisme juridique : j'ai travaillé intensivement et donné des avis sur les conflits de normes, les changements inconstitutionnels de régimes, la gestion de la diversité des réglementations en matière de réformes constitutionnelles, dans l'élaboration du droit international des droits de l'homme, etc.

Expérience en matière d'état de droit/primauté du droit et de démocratie

- Contribuer au renforcement de capacités : j'ai formé des magistrats, avocats et autres agents d'application de la loi de plusieurs pays à l'application d'instruments juridiques internationaux dans les systèmes juridiques et judiciaires nationaux et participé à la rédaction d'un manuel sur la prohibition de la torture à leur usage.
- Participer aux réformes juridiques : j'ai rédigé et édité des projets de lois pour des organes législatifs, contribué aux réformes de la justice ordinaire et à la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle.
- Plaider pour les droits de l'homme : j'ai siégé dans des jurys internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme, avisé des individus/institutions sur des plaintes devant les organes des traités et nationaux des droits humains sur les détentions illégales/arbitraires, la prohibition de la torture, le procès équitable, etc.

Expériences en diplomatie et relations internationales

- Participer à des négociations internationales : j'ai, en tant qu'expert ou Chef de délégation, facilité des accords décisifs ou des consensus propices à l'adoption de résolutions, déclarations, protocoles d'accord, etc.
- Participer à des discussions de haut niveau : j'ai contribué à des solutions lors de réunions de chefs d'État et de gouvernement, ministres, ambassadeurs et de hauts représentants d'institutions internationales.
- Coordonner la coopération juridique et judiciaire : j'ai négocié avec succès la coopération pour l'exécution des mandats d'arrêt, le transfert d'accusés et d'éléments de preuves, l'exécution des peines, etc.

Expérience académique (justice pénale nationale et internationale/ internationalisée, droits de l'homme, droit, criminologie)

- Promouvoir la justice pénale internationale : j'ai pris part à des programmes de sensibilisation à travers des cours et séminaires dans des universités et des instituts de recherches, des conférences, etc.
- Dispenser des enseignements magistraux : j'ai donné des cours et des conférences, fait des interventions lors de séminaires/ateliers en confrontant théories et pratiques dans les problématiques d'analyse et les solutions.
- Participer à l'évaluation de travaux académiques : j'ai siégé dans des jurys d'examen, encadré/dirigé des travaux de recherches, évalué des mémoires de master et thèses de doctorat, etc.
- Diriger des départements de recherches : sous ma direction, des entités ont conclu plusieurs projets de recherches théoriques et empiriques de comparaison sur des questions de concepts et de pratique et réussi à corriger des idées reçues sur des questions comme le rôle du droit pénal dans le traitement des crimes d'État.
- Faire des publications : j'ai publié sur plusieurs thématiques d'actualité et controversées, en sortant des sentiers battus pour confronter les dogmes à la réalité et j'ai remporté des prix académiques internationaux.

Expérience en communication et relations interpersonnelles en milieu multiculturel et de diversité de genre

- Promouvoir le respect des diversités : j'ai créé des réseaux de haut niveau, basés sur l'équilibre de culture et de genre, en matières académique, politique, judiciaire, etc. et permis de réaliser des projets et la coopération internationale et d'obtenir des accords mutuels, voire à l'amiable, entre parties en procès.
- Rédiger et réviser les rédactions d'autrui : j'ai pu assurer que les publications, avis juridiques, cours, rapports, et travaux de consultance soient compréhensibles et compris par des destinataires concernés et des lecteurs.
- Plaider pour le respect de la diversité : j'ai organisé et dirigé des ateliers, conférences, séminaires, tables rondes, etc. sur la diversité et le dialogue des cultures.

Expérience en matière de supervision de personnel et de rendement basée sur les résultats et le bien-être du personnel

- Planifier les ressources humaines et préparer des budgets axés sur les résultats : j'ai conçu des méthodes qui ont accéléré les recrutements et favorisé l'exécution des tâches à coûts réduits, dans les délais requis.
- Superviser et guider les rendements des employés : j'ai promu une politique de délégation de fonctions et réglé avec succès des problèmes de rendement et de performance des fonctionnaires/employé(e)s.
- Régler des problèmes complexes de gestion de performance : j'ai gagné la confiance de mes superviseurs hiérarchiques qui m'ont confié des responsabilités de gestion de performance à des niveaux supérieurs.

Expérience en matière d'administration sur la base d'améliorations systémiques et anticipation des dysfonctionnements structurels

- Coordonner des entités, souvent de large effectif : j'ai réussi en temps record à identifier des dysfonctionnements structurels, adopter des mesures correctrices et redynamiser l'efficacité des équipes.
- Promouvoir l'esprit d'équipe : j'ai contribué à instaurer de solides relations de travail et créer des réseaux opérationnels au sein des bureaux et avec des partenaires extérieurs.
- Coordonner les relations extérieures et la coopération : j'ai réussi à renforcer les relations avec les représentations diplomatiques, gouvernements, juridictions nationales et internationales, organisations non gouvernementales et autres institutions internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies.

Historique et chronologie de la carrière professionnelle

- Depuis janvier 2012 : Ministre Conseiller du Togo/Conseil de sécurité des Nations Unies, Chef de l'Unité des avis juridiques, Conseiller juridique en chef, Coordonnateur politique adjoint
- Décembre 2004-janvier 2012 : Juriste, Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), La Haye (Pays-Bas)
- Juin 2001-décembre 2004 : Juriste et Chef, Unité des procédures judiciaires du TPIR, Arusha, République-Unie de Tanzanie
- Septembre 2000-décembre 2001 : Juriste/Coordonnateur, Chambres de première instance du TPIR, Arusha (République-Unie de Tanzanie)
- Octobre 1996-septembre 2000 : Chef, Département du droit pénal africain subsaharien à l'Institut Max Planck de droit pénal étranger et international à Fribourg en Brisgau (Allemagne)
- Novembre 1992-septembre 1996 : Chercheur et conseiller du Département du droit pénal africain subsaharien à l'Institut Max Planck de droit pénal étranger et international à Fribourg en Brisgau (Allemagne)

Education, prix, certificats et autres formations

Diplômes académiques et universitaires

- 1996 : Doctorat nouveau régime en droit pénal et sciences criminelles/mention « très honorable et félicitations du jury », Université des sciences sociales de Toulouse I, Toulouse (France)
- 2010 : Diplôme d'études approfondies, droit international européen, droits fondamentaux, Université de Nantes (France)
- 1989 : Diplôme d'études approfondies/Master II, droit pénal et sciences criminelles, Université des sciences sociales de Toulouse I, Toulouse (France)
- 1987 : Maîtrise en droit, carrières judiciaires, Université du Bénin, Lomé (Togo)

- 1986 : Licence en droit, carrières judiciaires, Université du Bénin, Lomé (Togo)

Prix académiques et universitaires

- 1998 : Prix quinquennal « Denis Carrol 1998-2003 » de la Société internationale de criminologie, récompensant la thèse de doctorat, estimée avoir bouleversé les idées reçues dans les domaines de recherches concernés
- 1998 : « Mention d'honneur de la médaille Fernand Boulan 1998-2000 » de l'Association des criminologues de langue française

Certificats et autres formations (Nations Unies)

- Certificat en « Management and supervisory skills » (aptitudes à la gestion et supervision d'équipes)
- Certificat en « Results-based budgeting » (budgétisation axée sur les résultats)
- Certificat en « Collaborative negotiation skills » (aptitudes à la négociation collaborative)
- Certificat en « Online legal databases » (bases de données juridiques en ligne)
- Certificat en « Team building » (promotion et gestion de l'esprit d'équipe)
- Formation en gestion de changements structurels et de contingences

Qualité de membre d'institutions professionnelles

- Membre du Programme du TPIR pour la formation des avocats, magistrats et juristes rwandais
- Comité de lecture *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*
- Professeur-invité des universités, écoles de magistrats, etc. (Allemagne, Autriche, Madagascar, Mali, Suisse)
- Membre du jury international de l'« Espace d'interpellation démocratique 1998-1999 » au Mali
- Membre de l'« Association internationale de droit pénal »
- Membre de la Gesellschaft für Afrikanisches Recht (Société de droit africain).
- Membre de la « Fondation africaine de droit international »

Connaissance de langues

- Français : couramment/langue maternelle
- Anglais : couramment
- Allemand : couramment
- Ouatchi/Ewhe/Mina : langues maternelles

Autres aptitudes

- Préserver la confidentialité : j'ai conçu et surveillé des politiques ainsi que des bases de données qui ont aidé à empêcher ou restreindre l'accès aux documents/informations confidentiels ou sensibles.
- Faire usage de la technologie : j'utilise toujours ma connaissance de l'informatique et des technologies de l'information et des communication (Microsoft Office, Windows, etc.) et les bases de données juridiques (TRIM, etc.) dans mon travail.
- Promouvoir le développement de carrière : j'ai conçu et exécuté des plans de formation et de renforcement de capacité, qui ont contribué au développement de carrière, y compris la promotion de personnel.

État civil

Date de naissance : 7 décembre 1962

Sélection de publications, articles, livres, cours, travaux de recherche, etc.

- *The Rights for Defence and the International Cooperation before the International Criminal Court* (Les droits de la défense et la coopération internationale devant la Cour pénale internationale), à paraître
- *The Prosecution of « African Cases » of International Crimes in National and International Justice Systems: The Challenges for African Countries* (La poursuite des « affaires africaines » de crimes internationaux dans les systèmes nationaux et internationaux de justice : les défis pour les pays africains), à paraître
- *Attempt at mediation between ICC and Sub-Saharan African Countries for a Mutual Domestication of International Criminal Law and Justice* (Essai de médiation entre la CPI et les pays africains subsahariens pour une mutuelle domestication du droit pénal international et de la justice pénale internationale), à paraître
- Les Commissions internationales d'enquêtes en vue de l'établissement des faits ou les « antichambres de mise en accusation » en matière de justice pénale internationale, in *Annuaire africain de droit international*, vol. 17, éditions Martinus Nijhoff, 2012
- Les enjeux du pluralisme juridique dans le processus d'élaboration du droit international des droits de l'homme, in *Chroniques de l'Institut de Recherche et Débat sur la Gouvernance*, éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2011
- L'interdiction absolue de la torture en droit international et sa mise en œuvre dans l'administration de la justice, Séminaire de formation à l'École nationale de la magistrature et des greffes (Antananarivo) de Madagascar, mai 2011
- Les « Droits humains dans l'administration de la justice : prohibition et prévention de la torture », cours à l'École nationale de la magistrature et des greffes (Antananarivo) de Madagascar, octobre 2010
- *Continuing or Recommencing Hearings in Cases before the ICTR with an Incomplete Bench – Comparison with ICTY, SCSL and ICC* (Continuation ou

recommencement des audiences devant le TPIR par des Chambres dans une composition incomplète – comparaison avec le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, la Cour spéciale pour la Sierra Leone et la Cour pénale internationale), in *Protecting Humanity, Essays in International Law and Policy in Honour of Navanethem Pillay*, Martinus Nijhoff Publishers, octobre 2010

- La protection des droits de l'homme par les instruments internationaux en matière de justice pénale, juin 2010
- L'interdiction absolue de la torture et ses conséquences procédurales régionales et universelles, mars 2010
- La symétrie entre le PIDCP et le PIDESC suite à l'adoption le 10 décembre 2008 du Protocole facultatif se rapportant au PIDESC, janvier 2010
- *Referral of Cases from International Jurisdictions to States – Human Rights as Gravity Centre of Criminal Law and Justice Systems* (Transfert d'affaires des juridictions internationales aux États – droits de l'homme comme centre de gravité du droit pénal et des systèmes de justice), novembre 2009
- *International Criminal Law and Human Rights* (Droit pénal international et droits de l'homme), août 2009
- *General Principles of International Criminal Law* (Les principes généraux du droit pénal international), août 2009
- Internationale strafrechtliche Untersuchungskommissionen oder die « Vorkammer der Anklage » aus der Praxis der Vergangenheitsaufarbeitung, in *Aufarbeitung der Diktatur – Diktat der Aufarbeitung?*, Wallstein Verlag, mars 2009
- Réflexions sur la poursuite et les sanctions pénales en droit international humanitaire en matière de crimes commis par les agents de maintien de la paix, Comité international de la Croix-Rouge, octobre 2008
- La légitimité et l'efficacité des sanctions pénales dans les pays africains de l'Afrique subsaharienne – un cas de pluralisme juridico-socio-culturel, in *Revue internationale de criminologie de police technique et scientifique*, juillet-septembre 2007, n° 4
- La coopération entre le Tribunal pénal international pour le Rwanda et les États en matière d'exécution de mandats d'arrêt, cours/conférence 2002-2003
- *Strafrecht in Reaktion auf Systemunrecht in Mali* (Le droit pénal en réaction aux crimes commis par l'État en République du Mali), Fribourg (Allemagne), 141 pages; édition « Iuscrim »; Fribourg (Allemagne), octobre 2002
- Les sanctions pénales en Afrique : entre traditions et modernité, in « Zwischen Mediation und Lebenslang » (Entre médiation et perpétuité), édition « Verlag Rüegger », Zurich (Suisse), octobre 2002
- Die Einstellung der AfrikanerInnen gegenüber dem Recht europäischen Ursprungs : Krise oder neue Identität? (L'attitude des Africains et Africaines envers le droit d'origine européenne : crise ou nouvelle identité?), in *Europas langer Schatten – Afrikanische Identität zwischen Selbst- und Fremdbestimmung*, Brandes & Apsel Verlag, 2000

-
- Le jeune Togolais de la rue : au carrefour du droit et du non-droit, *in Law in Africa*, revue de la Gesellschaft für Afrikanisches Recht (Société de droit africain), 1998, livre n° 1; p. 87 à 113
 - La procédure devant la CPI et sa conformité avec les systèmes juridiques des pays africains subsahariens, rapport pour les Nations Unies, juin 1997
 - Jeune délinquant et jeune marginal au Togo; aperçus de comparaison Allemagne-France; 307 pages; édition Iuscrim; Fribourg (Allemagne), décembre 1997
 - Le pardon du juge répressif ou les alternatives à la poursuite et à la peine, aperçus de comparaison Togo, France et Allemagne, octobre 1995
 - Les confrontations devant le juge d'instruction en droit français, Université des sciences sociales (faculté de « droit pénal et sciences criminelles »), Toulouse (France), 1987/1988
 - L'agrément d'une « Société en commandite simple » en droit togolais, mémoire de maîtrise en droit/carrières judiciaires, Lomé (Togo), 1986/1987

Thaer Saoud Ali el-Edwan (Jordanie)

[Original : arabe]

Nationalité : jordanienne

Date de naissance : 10 novembre 1967

Lieu de naissance : El-Chouna Sud

Postes détenus depuis 1993

1. Juge et Procureur général auprès de tribunaux de première instance (1993-2005)
2. Juge auprès de la Cour d'appel d'Amman
3. Président d'un tribunal de première instance
4. Juge auprès de la Cour d'appel d'Amman
5. Procureur général auprès de la Cour d'appel d'Amman
6. Procureur général auprès de la Haute Cour pénale

Postes universitaires

1. Professeur à l'Institut de formation judiciaire jordanien
2. Professeur en centres d'enseignement spécialisés
3. Professeur à l'Institut jordanien de diplomatie
4. Professeur à la faculté de droit de l'Université de Jordanie

Diplômes universitaires

1. Doctorat en droit général, mention Bien. Thèse de doctorat en droit pénal international (« Justice pénale pour les mineurs dans la législation jordanienne, étude comparative »)
2. Maîtrise de droit commercial international, avec mérite, University of Kent (Royaume-Uni), 2002
3. Diplôme d'études supérieures en sciences juridiques, mention Très bien, Institut de formation judiciaire jordanien, 1993
4. Licence de droit, mention Très bien, faculté de droit de l'Université de Jordanie, 1988

Publications

Livres

1. *La justice pénale pour les mineurs*, Dar el-Thaqafah lil-Nachr wal-Taouzih, Amman, 2011
2. *La lutte contre la corruption, un guide sur la Convention des Nations Unies*, Dar el-Thaqafah lil-Nachr wal-Taouzih, Amman, 2011

Travaux de recherche

1. Pouvoir en cassation dans la loi portant modification de la loi n° 30 de 2008 relative aux tribunaux d'instance, étude approfondie publiée dans la revue *Dirasat* de l'Université de Jordanie, 2011
2. L'intérêt à agir dans les recours en annulation, étude non publiée
3. Le rôle de l'État dans l'œuvre de justice, étude non publiée
4. La force majeure en tant que circonstance excluant l'illicéité, étude non publiée
5. La saisine du Procureur général de la Chambre préliminaire à la Cour pénale internationale de Rome, et la compétence du Conseil de sécurité à suspendre l'enquête et le procès, étude non publiée
6. Le principe de suprématie de la Constitution, comme fondement du contrôle de constitutionnalité des lois, étude non publiée
7. La démente comme cause d'irresponsabilité pénale, étude non publiée
8. La responsabilité de l'administration pour faute et ses applications dans la législation et la justice jordaniennes, étude non publiée

Formations et ateliers

Participant et intervenant dans de nombreuses conférences internationales en tant que représentant du Conseil de la magistrature et du Ministère de la justice

Participant à des formations et ateliers nationaux organisés par le Ministère de la justice, le Conseil de la magistrature et l'Institut de formation judiciaire jordanien

Ahmad Beygi Habib Abadi (République islamique d'Iran)

Juge, magistrature iranienne – Conseiller du Président de la magistrature (Chief of the Judiciary)

Études

- 2001 Doctorat de droit privé de l'Université Tarbiat Modarres de Téhéran. Sujet de thèse : « Étude comparative de la fusion d'entreprises dans la législation iranienne, britannique et américaine »
- 1991 LLM de droit privé de l'Université de Téhéran. Sujet de thèse : « Les responsabilités des transporteurs aériens »
- 1987 Licence de sciences juridiques de l'Université de Téhéran

Carrière juridique et expérience professionnelle

Membre de la magistrature iranienne depuis 1988, a exercé la fonction de juge à divers postes comme suit :

De 2010 à ce jour

Conseiller du Président de la magistrature (Chief of the Judiciary)

Conseiller sur des questions liées à des projets de lois parlementaires ayant trait à la justice et autres décrets relatifs à des questions analogues susceptibles d'être adoptés par les autorités judiciaires

2006-2010

Substitut du Procureur du tribunal disciplinaire

Le tribunal disciplinaire traite les infractions, à savoir les manquements, commis par les juges dans les affaires pénales et civiles.

2003-2006

Substitut du Procureur de Téhéran

Chargé des poursuites pénales dans des affaires criminelles et civiles portées devant les tribunaux de Téhéran

1996-2003

Adjoint au Président d'un centre juridique (tribunal de district) à Téhéran

Ces centres sont saisis d'affaires civiles et pénales.

1995-1996

Juge auprès d'une des Chambres du tribunal public de Téhéran

Statuant sur les affaires pénales et les affaires civiles

1988-1995

Adjoint du ministère public

Activités professionnelles

Coopération avec :

- La Commission islamique des droits de l’homme à Téhéran;
- Le Centre de recherche parlementaire à Téhéran;
- Le Centre d’enseignement et de recherche de la magistrature iranienne;
- La Commission spéciale du Bureau de la magistrature iranienne.

Directeur de thèses en droit, formulation de conseils et évaluation des thèses

Formulation d’avis d’expert indépendant au Tribunal arbitral international ad hoc de La Haye (Pays-Bas) et participation à des audiences tenues par ce même tribunal

Principales publications

Auteur, « Definition and Nature of Merger of Corporations, Université de Shiraz, *Educational and Human Sciences Journal*, octobre 2001, Téhéran

Auteur, « Rights of Minority Shareholder in Merger of Corporations », *Legal research Journal*, avril 2004, Téhéran

Coauteur, *Relationship between Law and Islamic Jurisprudence in Judicial Practice*, Centre de recherche islamique du Parlement iranien, mai 2013, Téhéran

Enseignement

Enseigne le droit civil, le droit commercial, le droit relatif aux communications internationales, à l’arbitrage international, le droit en matière de procédure civile et pénale, et dispense des cours de même nature dans différentes universités de Téhéran depuis 2002.

Cours à l’intention de juges stagiaires et de jeunes juges sur la procédure civile et pénale, la jurisprudence islamique et le système juridique iranien depuis 2005

Autres

Date de naissance : 13 décembre 1960

Lieu de naissance : Téhéran

Thomas Desch (Autriche)

Date de naissance : 19 août 1958

Éducation

- | | |
|-----------|--|
| 1977-1982 | Études de droit à l'Université de Vienne (Autriche) |
| 1983 | Quatorzième session d'enseignement de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France)

Groupe de travail sur le droit fondamental à la vie (présidé par Dr. B. G. Ramcharan), Centre d'études et de recherches de l'Académie de La Haye (Pays-Bas) |
| 1993 | Comité international de la Croix-Rouge – Séminaire de formation de l'Institut de hautes études sur le droit international humanitaire pour les professeurs d'université, Genève (Suisse) |

Expérience professionnelle

- | | |
|-------------|---|
| Depuis 1995 | Directeur de droit international, Ministère de la défense d'Autriche – principales responsabilités : négociation d'accords bilatéraux ou multilatéraux, conseils juridiques sur les questions liées au droit international général, au droit international humanitaire et aux droits de l'homme |
| 1987-1988 | Conseiller expert au Bureau du Conseiller juridique (« Völkerrechtsbüro ») du Ministère des affaires étrangères |
| 1985-1995 | Professeur assistant et chargé de cours de droit international à l'Institut de droit international et de relations internationales, Université de Vienne |
| 1982-1983 | Stage dans des tribunaux civils et pénaux de Vienne |
| 1981-1985 | Assistant de recherche à l'Institut de droit international et de relations internationales, Université de Vienne |

Fonctions particulières, nominations et autres expériences professionnelles

En plus de l'enseignement régulier du droit international général, du droit international humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme dispensé à divers publics, civils et militaires, juristes et non juristes, nationaux et étrangers, de premier cycle universitaire et postdoctoral, participation à de nombreux mécanismes nationaux ou internationaux visant à mettre en œuvre ou à renforcer les lois internationales, notamment dans le domaine du droit humanitaire, tant au niveau de l'application que de la prise de décisions. Cette expérience professionnelle comprend les activités suivantes :

- | | |
|-------------|--|
| Depuis 2011 | Membre du groupe spécial de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Groupe de formation définissant des principes directeurs et des modèles pour la formation en droit international humanitaire ainsi que des règles concernant la participation à des opérations de l'OTAN |
|-------------|--|

Depuis 2009	Membre du groupe de travail mis en place par le Gouvernement autrichien aux fins de l'élaboration de projets de lois visant à transposer les crimes internationaux, en particulier ceux qui relèvent du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, dans la législation autrichienne
Depuis 2007	Conseiller juridique et suppléant du représentant autrichien au Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé créé par le second Protocole à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé
2007	Président de la septième Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé
Depuis 2005	Chargé de cours et examinateur en droit international et droit de l'Union européenne lors de stages de formation pour juristes organisés par le Ministère de la défense autrichien
Depuis 2004	Directeur du cours de droit international à l'intention des conseillers juridiques militaires, organisé à Vienne par le Ministère de la défense, appuyé par le Comité international de la Croix-Rouge, et, depuis 2009, dispensé dans le cadre du Collège européen de sécurité et de défense
2001-2006	Membre du groupe de travail d'experts juridiques du Comité militaire de l'Union européenne chargé de définir la notion d'usage de la force dans les opérations militaires menées par l'Union européenne
2001-2003	Membre du groupe consultatif établi par le Gouvernement canadien pour contribuer aux travaux du docteur Stuart Maslen chargé des commentaires juridiques théoriques au sujet de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel
1999	Président du Groupe de travail chargé du chapitre 2 à la Conférence diplomatique sur le second Protocole à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé
1998-1999	Conseiller juridique de la délégation autrichienne participant aux travaux diplomatiques destinés à établir le second Protocole à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé
1997-1998	Membre de la délégation autrichienne participant aux réunions du Comité préparatoire et de la Conférence diplomatique pour la création d'une Cour pénale internationale
1996-1997	Conseiller juridique de la délégation autrichienne participant aux travaux diplomatiques destinés à concevoir le projet de convention autrichien et à la Conférence diplomatique pour négocier la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction

1995-1996	Membre de la délégation autrichienne participant à la Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction et la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
1995-1998	Secrétaire du groupe spécial du Ministère de la défense chargé de la mise en place de conseillers juridiques dans les forces armées autrichiennes en vertu de l'article 82 du Protocole additionnel I 1977
1995, 1999	Membre des délégations autrichiennes aux conférences de la Croix-Rouge internationale et du Croissant-Rouge
Depuis 1995	Membre du Comité national autrichien sur le droit international humanitaire
1990-1993	Chargé de l'encadrement des équipes d'étudiants autrichiens en droit participant au concours de droit international « Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition » (trois fois parmi les « huit premières équipes du monde »; en 1991, prix pour le cinquième meilleur mémoire; en 1993, prix commémoratif pour le troisième meilleur mémoire)
1988-1990	Participation à un projet de recherche à l'Institut de droit international et de relations internationales de l'Université de Vienne intitulé « Droit international coutumier : analyse de synthèses »
1986-1989	Chargé de l'encadrement des équipes d'étudiants autrichiens en droit participant au concours de droit international « Professor B. M. Telders International Law Moot Court Competition » (en 1988, équipe gagnante, prix du meilleur mémoire)
Depuis 1983	Conférencier invité à l'Académie de défense nationale autrichienne chargé du droit international général, du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme

Publications

Auteur de chapitres de livres et d'articles portant sur le droit international général, le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. Depuis 1998, correspondant national pour l'Autriche du *Yearbook of International Humanitarian Law*

Pavel Gontšarov (Estonie)

Juge auprès de la Chambre criminelle du tribunal de deuxième instance de Tallin (Cour d'appel)

Né le 27 août 1976 à Narva (Estonie)

Études

2000 Diplôme de troisième cycle LL.M en droit des affaires internationales, Université d'Exeter (Royaume-Uni)

1998 Licence de droit, faculté de droit de l'Université de Tartu (Estonie)

Carrière judiciaire et expérience professionnelle

Depuis 2012 Juge de la Chambre criminelle du tribunal de deuxième instance (Cour d'appel) de Tallin (Estonie)

A présidé, en qualité de juge d'appel, au jugement de nombreuses affaires criminelles complexes et sensibles liées à la criminalité en col blanc, au trafic de stupéfiants, à la corruption, à des meurtres, à la criminalité transnationale, etc.

Depuis 2010 Juge ad hoc de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg (France)

A participé en qualité de juge ad hoc au règlement d'affaires dont était saisie la Cour européenne des droits de l'homme.

Depuis 2004 Juge ad hoc de l'Unité de coopération judiciaire Eurojust de La Haye (Pays-Bas)

A participé à des réunions de coordination de l'Unité de coopération judiciaire Eurojust consacrées à la protection des données individuelles dans le cadre de procédures criminelles transnationales menées par Eurojust.

2006-2012 Premier magistrat du tribunal de deuxième instance de Viru (Estonie)

Chargé de conduire la réforme judiciaire de 2006, au terme de laquelle 16 tribunaux de villes et régions ont été remplacés par 4 tribunaux de région. A siégé, en qualité de juge de première instance, à de nombreux procès criminels compliqués, parmi lesquels des crimes transnationaux.

2002-2006 Premier magistrat du tribunal de la ville de Narva (Estonie)

Responsable de l'administration de la justice au tribunal de Narva, troisième ville d'Estonie dont 96 % de la population est russe. A traité des affaires civiles et criminelles plus ou moins complexes en qualité de juge de première instance.

2001-2002 Juge auprès du tribunal de la ville de Tallin (Estonie)

A jugé en qualité de juge de première instance d'affaires criminelles plus ou moins complexes.

- 2000-2001 Procureur, conseiller pour les affaires étrangères auprès du ministère public d'Estonie à Tallin (Estonie)
- La fonction consiste à s'occuper des relations internationales et de la communication du ministère public estonien sur les questions d'entraide judiciaire.
- 1997-2000 Procureur adjoint, Procureur au Bureau du Procureur de la ville de Narva (Estonie) (1999-2000 – service suspendu)
- Dans ces fonctions, chargé d'instruire d'affaires criminelles de complexité variable.

Activités d'enseignement

- Août 2012 Conférence sur le sujet suivant : « Est-il possible et nécessaire de modifier la Constitution dans un monde en pleine évolution? » à l'Université nationale kazakhe Al-Farabi d'Almaty (Kazakhstan)
- Mars 2012 Conférence intitulée « Les formes alternatives de procédure pénale dans le droit pénal estonien » à l'Académie de l'administration publique rattachée à la présidence de la République du Kazakhstan, à Astana (Kazakhstan)
- Août 2011 Animateur d'une formation à l'intention des procureurs et des juges estoniens sur la procédure contradictoire, Tallin (Estonie)
- Février 2011 Série de cours à l'intention des juges estoniens sur le travail du juge d'instruction dans le cadre du programme de formation des juges (Service de la formation de la Cour suprême d'Estonie)
- 2008 Série de cours et d'ateliers destinés aux juges estoniens sur la procédure relative aux infractions mineures dans le cadre du programme de formation des juges (Service de formation de la Cour suprême d'Estonie)

Missions internationales

- Juin 2012 Dans le cadre du projet de l'Union européenne concernant l'appui à la réforme juridique et judiciaire au Kazakhstan, M. Gontšarov a organisé une visite des juges de la Cour suprême, de membres du Conseil constitutionnel, et d'autres hauts responsables du Kazakhstan qu'il a accueillis afin de présenter à la délégation kazakhe le système judiciaire estonien, notamment la procédure pénale.

Mars, août, septembre 2012 Almaty, Astana (Kazakhstan)

Expert temporaire pour le projet de l'Union européenne concernant l'appui à la réforme juridique et judiciaire dans la République du Kazakhstan. Dans le cadre de ce projet, M. Gontšarov a fait plusieurs communications lors de conférences internationales (citées ci-dessous). Il a également dirigé plusieurs réunions et ateliers au ministère public du Kazakhstan et à la Cour suprême du Kazakhstan sur l'expérience de l'Estonie en matière de procédure pénale.

Décembre 2011 Kiev (Ukraine)

Expert temporaire pour le projet OSCE/BIDDH en Ukraine intitulé « Réforme judiciaire en Ukraine et normes internationales pour l'indépendance de la justice », qui a donné lieu à plusieurs communications de M. Gontšarov lors de conférences (indiquées ci-dessous)

Novembre 2011 Bichkek (Kirghizistan)

Expert temporaire de la mission OSCE/BIDDH au Kirghizistan dans le cadre du projet « Sélection des juges au Kirghizistan », qui a donné lieu à plusieurs interventions de M. Gontšarov (indiquées ci-dessous)

Septembre 2011 Chisinau (Moldova)

Expert temporaire pour le projet « Stratégie pour la réforme du secteur judiciaire en Moldova », pour lequel M. Gontšarov a fait un certain nombre d'exposés sur différents aspects de la législation estonienne en matière de procédure pénale

2009-2010 Podgorica, Bar, Budva (Monténégro)

Expert temporaire pour le projet de jumelage de l'Union européenne intitulé « Le budget du tribunal comme instrument de l'administration de la justice », pour lequel M. Gontšarov en sa qualité de premier juge (Chief Judge) a présenté les expériences de l'Estonie en matière de gestion des tribunaux

Communications/colloques/conférences

Depuis 2003 Communications et exposés dans le cadre de conférences annuelles de l'Association des juges des États baltes sur diverses questions importantes pour la justice (Déontologie des juges et Code de déontologie pour les juges d'Estonie; Administration de la justice et réforme des tribunaux estoniens en 2006; Procédures disciplinaires pour les juges et fautes professionnelles; Charge de travail des juges de première instance et possibilités d'évaluation; L'incidence des réformes législatives sur la charge de travail des juges et la qualité des jugements rendus; Les magistrats et les médias; etc.) (en différents lieux d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie)

Novembre 2012 Exposé devant l'Assemblée des juges lithuaniens intitulé « Réforme judiciaire en Estonie : a-t-elle réussi? », à Kaunas (Lituanie)

Septembre 2012 Intervention à l'occasion de la conférence internationale : « Questions d'actualité relatives aux lois pénales en vue d'établir les nouveaux Code pénal et Code de procédure pénale de la République du Kazakhstan »; « Le droit à un procès équitable dans le cadre de la procédure pénale », à Almaty (Kazakhstan)

Août 2012 Intervention à l'occasion de la conférence internationale : « La Constitution, fondement de la modernisation de l'état et de la société »; « Est-il possible et nécessaire de modifier la Constitution dans un monde en constante évolution? », à Almaty (Kazakhstan)

- Mars 2012 Intervention à l'occasion de la conférence internationale : « Le plaider-coupable dans la nouvelle procédure pénale de la République du Kazakhstan »; « Procédure de jugement sur reconnaissance préalable de culpabilité (plaider-coupable) dans la procédure pénale estonienne et exemples de pratiques internationales », à Almaty (Kazakhstan)
- Décembre 2011 Quatre exposés dans le cadre de la conférence internationale dont le thème était « La réforme judiciaire en Ukraine et les normes internationales pour l'indépendance des magistrats » : « Le professionnalisme des juges. Qualité, clarté et cohérence des décisions de justice »; « Autonomie des magistrats et division des tâches dans la magistrature en Estonie »; « Formation et nomination des juges. L'expérience de l'Estonie »; « La responsabilité et l'impartialité des juges dans les jugements rendus », à Kiev (Ukraine)
- Novembre 2011 Deux exposés dans le cadre de l'atelier destiné aux membres du Conseil pour la sélection des juges du Kirghizistan : « Comment former un bon juge? L'expérience de la République estonienne »; « Transparence du processus de formation et de nomination des juges », à Bichkek (Kirghizistan)
- 2011 Communication dans le cadre du Forum des juges : « Le juge en tant que gestionnaire », à Tartu (Estonie)
- 2007 Communication devant l'Assemblée des juges : « Points de vue des tribunaux de première instance sur les raisons d'infirmier les jugements des cours d'appel », à Pärnu (Estonie)

Principales publications : rapports

Auteur – *Une année depuis la réforme judiciaire. Comment les choses se sont déroulées au tribunal régional de Viru* – rapport judiciaire annuel 2006

Coauteur – Rapport de l'OSCE/BIDDH sur la formation des membres du Conseil chargé de la sélection des juges au Kirghizistan

Formation professionnelle importante

- 2013 États-Unis d'Amérique, visite de formation destinée aux juges dans le cadre du programme d'Open World sur l'état de droit
- 2012 Andorre, formation de base pour les évaluateurs dans le cadre du Groupe d'États contre la corruption
- 2008 Espagne, programme d'échanges pour les juges dans le cadre du Réseau européen de formation judiciaire
- 2006 Serbie, formation sur la lutte contre le blanchiment d'argent transnational, où M. Gontšarov a également participé en tant que conférencier.
- 2006 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, visite de formation pour les premiers magistrats et les présidents de tribunaux en relation avec l'administration de la justice

2005 Autriche, Les aspects civils de la résolution des conflits. Cours de base. Centre d'études autrichien pour la paix et la résolution des conflits

Outre les activités de formation indiquées ci-dessus, M. Gontšarov a également participé à de nombreux stages en Estonie et à l'Académie de droit européen de Trèves (Allemagne).

Affiliation à des associations

Depuis 2001 Association estonienne des juges

2005-2007 Membre du Conseil de l'Association estonienne des juges

2005-2007 Membre du Conseil de l'Association des juges des États baltes

Récompenses

Certificat d'honneur décerné par le Ministre de la justice pour « l'excellence de son travail dans l'administration de la justice au tribunal régional de Viru »

Certificat d'honneur décerné par l'Association estonienne des juges

Langues

Estonien (excellent)

Anglais (excellent)

Russe (langue maternelle)

Français (connaissances de base; en cours d'apprentissage intensif)

Gabrielle McIntyre (Australie)

Éducation

Université de Cambridge, faculté de droit

LLM (Master Legum), octobre 1999-juillet 2000

- Option : droit public international
- Mention Très bien
- Prix pour l'excellence de ses résultats, St. Edmund's College
- Bourse britannique Chevening
- Bourse Pegasus

Université d'Adelaïde, faculté de droit, Adélaïde (Australie)

Diplôme de droit avec mention (Honours Degree), mars-novembre 1997

- Thèse : Le théorème de Bayes et la présomption d'innocence
- Mention Très bien

Licence de droit, mars 1991-novembre 1995

- Mention (Automatic Honours) (quatre-vingt-dixième centile des diplômés)
- Prix Thomas Gepp 1995 (Conflit de lois)
- Certificat de mérite décerné par le Doyen (droit de la famille)

Licence de lettres (jurisprudence), mars 1991-novembre 1995

Tribunal pénal international et autres expériences

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, La Haye (Pays-Bas) et Arusha (République-Unie de Tanzanie)

Chef de cabinet, juillet 2012 à ce jour

- Exerce les fonctions de conseiller juridique principal et conseiller de direction du Président.
- Rédige et supervise la rédaction de tous les appels interlocutoires et jugements en appel rendus par le Président ainsi que toutes les ordonnances et décisions prises par le Président.
- Gère et coordonne les travaux de la présidence et des Chambres.
- Facilite le suivi judiciaire des affaires renvoyées et de l'application des peines.
- Établit les rapports destinés au Conseil de sécurité.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays-Bas)

Chef de cabinet, juillet 2004 à ce jour

- Exerce les fonctions de conseiller juridique principal et conseiller de direction du Président.

- Rédige et supervise la rédaction de tous les appels interlocutoires et les jugements en appel rendus par le Président ainsi que toutes les ordonnances et décisions prises par le Président.
- Gère et coordonne les travaux de la présidence et des Chambres.
- Supervise l'application des peines.
- Rédige les rapports destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
- Dirige l'élaboration des projets relatifs à l'héritage du Tribunal, la collecte de fonds destinés à ces projets et leur mise en œuvre.

Juriste en chef des Chambres par intérim, février 2010-février 2011

- A supervisé et coordonné les travaux des Chambres.

Chef de cabinet adjoint, octobre 2003-juillet 2004

- A exercé les fonctions de conseiller juridique principal du Président.
- A rédigé et supervisé la rédaction d'ordonnances, d'appels interlocutoires et de jugements en appel.
- A rédigé les rapports destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

Juriste adjoint de 1^{re} classe, février 2001-octobre 2003

- A exercé les fonctions de conseiller juridique auprès d'un juge.
- A rédigé des conseils juridiques, des décisions de justice et des arrêts.

Mission des Nations Unies au Kosovo, septembre 2002-mars 2003

Juriste, Département de la justice

- A formé des juristes venus d'autres pays à l'application interne du droit international humanitaire dans le cadre juridique du droit civil du Kosovo.

Bureau de l'Avocat-conseil de la Couronne, Australie du Sud, avril 1999-septembre 1999

Avocat au Bureau de l'Avocat-conseil de la Couronne

- A exercé les fonctions de conseiller juridique sur les questions constitutionnelles.

Cour suprême d'Australie du Sud, avril 1997-avril 1999

Adjoint auprès du juge Prior (Justice Prior)

- A exercé les fonctions de conseiller juridique auprès du Justice Prior.

Université d'Adelaide, mars 1997-septembre 1999

Directeur d'études en droit de la preuve

- A dispensé un cours sur le droit de la preuve à des étudiants en dernière année de droit.

Assistant de recherche, novembre 1996-juin 1998

- A aidé Andrew Litgerwood dans ses recherches pour la publication de la 2^e édition de *The Law of Evidence* (Règles relatives à la preuve).

Enseignant à l'Université (Tutor), mars 1993-décembre 1995

- A enseigné à des étudiants aborigènes diverses matières dans le cadre du cursus de licence de lettres.

Fisher Jeffries, Cabinet d'avocats, Adelaide, décembre 1995-juillet 1996

Commis

- A participé à la préparation d'affaires de contentieux.

Conférences et présentations

Conférencière spécialiste et oratrice principale, février 2001 à ce jour

- A conduit des stages de formation juridique dans la région de l'ex-Yougoslavie et au Tribunal spécial pour la Sierra Leone sur l'application du droit international humanitaire.
- A dirigé des séances de formation approfondie en droit international humanitaire et droit pénal international destinées à des juristes venant d'ex-Yougoslavie, du Cambodge, du Bangladesh et d'autres pays.
- A fait des communications à de nombreuses conférences dans la région de l'ex-Yougoslavie au sujet de l'héritage du Tribunal pénal international et de la manière de faciliter la communication avec les populations locales.
- A été la principale oratrice et l'animatrice de symposiums internationaux et autres manifestations liés à la justice internationale, abordant des thèmes tels que le rôle et les responsabilités des conseillers juridiques de haut niveau, les perspectives judiciaires en matière de crimes internationaux dus à des violences sexistes, et l'élaboration d'une stratégie globale d'achèvement des travaux de la Cour pénale internationale.
- A animé une table ronde dont le thème était la justice pénale internationale et la lutte contre l'impunité à la réunion annuelle des spécialistes de l'état de droit de tous les organismes des Nations Unies.

Publications

Defining Human Rights in the Arena of International Humanitarian Law: Human Rights in the Jurisprudence of the ICTY, juillet 2003, G. Boas & W. Schabas (éd.), International and Criminal Law Developments in the Case Law of the ICTY

Equality of Arms – Defining Human Rights in the Jurisprudence of the ICTY, *Leiden Journal of International Law*, vol. 16, 2003

Part B: Issues, Institutions and Personalities: Cumulative Convictions, p. 289 et 290; *Detention (Ad Hoc International Tribunals)*, p. 296 et 297; *Detention (Conditions of)*, p. 297 et 298; *Pre-trial Custody*, p. 459 et 460; *Part C: Cases : Buzzacott v. Hill*, p. 627 et 628; *Delalić and Others (Čelibići)*, p. 638 à 641; *Ndindiliyimana and Others (Military II Case)*, p. 839 et 840 (avec Mélanie

Deshaies, Luc Côté et Matthias Marcussen); *Nyiramasuhuko and Others (Butare Case)*, p. 856 à 858 (avec Matthias Marcussen et Luc Côté); *Nulyarimma v. Thompson*, p. 858 et 859; *Todović and Rašević*, p. 954 et 955, février 2009, Antonio Cassese (éd.), *The Oxford Companion to International Criminal Justice*

The International Residual Mechanism and the Legacy of the International Criminal Tribunals for the former Yugoslavia and Rwanda, *Goettingen Journal of International Law*, vol. 3 (3), 2011

Affiliation à des associations professionnelles

Membre du Groupe d'experts chargé de l'efficacité procédurale à la Cour pénale internationale

Membre actif du projet relatif à un « Code modèle pour les enquêtes et les poursuites judiciaires en matière de crimes internationaux »

Membre du Comité de rédaction de *US-China Law Review*

Membre de la Cambridge Fellowship

Membre de la Law Society d'Australie du Sud

Membre de British Chevening Alumni

Membre de Cambridge Commonwealth Trust Alumni

Qualifications professionnelles

Obtention du titre d'avocat auprès de la Cour suprême d'Australie du Sud, février 1997

Diplôme supérieur de pratique du droit (Graduate Certificate in Legal Practice), juin 1996